



Itamar Ben-Gvir : de partisan du terrorisme à faiseur de rois

À l'approche des élections législatives israéliennes du 27 octobre, FokusIsrael.ch vous présente les principales personnalités politiques. Cette semaine : Itamar Ben-Gvir (50 ans), du parti d'extrême droite Otzma Yehudit (Pouvoir juif).

Par Jan Kapusnak ⁱ

Itamar Ben-Gvir est surtout connu pour ses provocations, ses prises de position conflictuelles et sa capacité à transformer la peur et la colère en voix électorales. Autrefois considéré comme un extrémiste en marge de la politique légitime, il est aujourd'hui ministre de la Sécurité nationale et supervise la police, les prisons et la sécurité intérieure. Il dirige par ailleurs le parti d'extrême droite [Otzma Yehudit](#) (Pouvoir juif), qui dispose d'un potentiel électoral considérable et qui revêt donc à nouveau une importance capitale pour l'actuel Premier ministre Benjamin Netanyahu lors des prochaines élections.

L'idéologie du parti ultranationaliste de Ben-Gvir trouve ses racines dans [le mouvement](#) fondé par le rabbin Meir Kahane. Ce dernier avait milité pour priver les citoyens arabes de leurs droits politiques et pour expulser les Arabes d'Israël et des territoires contestés. Son parti, le Kach, a été exclu des élections israéliennes de 1988 pour incitation au racisme et interdit en 1994 en tant qu'organisation terroriste.

Ben-Gvir affirme s'être modéré et déclare ne plus être favorable à l'expulsion de tous les Arabes, mais uniquement de ceux qu'il considère comme déloyaux. Pourtant, Otzma Yehudit est hostile au caractère démocratique d'Israël. Ce parti allie un nationalisme anti-arabe, le rejet de la création d'un État palestinien, l'annexion de Gaza et de la Cisjordanie sans accorder aux Palestiniens l'égalité des droits politiques, et exige le contrôle total du Mont du Temple.

Ben-Gvir s'est engagé dans le mouvement kahaniste dès son adolescence. Plus tard, il a été exclu du service militaire en raison de ses liens avec Kach. En 1995, quelques semaines avant l'assassinat d'Yitzhak Rabin, il est apparu à la télévision, brandissant un emblème Cadillac qui avait été volé sur la voiture du Premier ministre, et a lancé cette mise en garde : « Nous avons atteint sa voiture, et nous l'atteindrons lui aussi. » Depuis lors, il a exprimé ses regrets concernant cet incident.

Pendant des années, Ben-Gvir a exposé chez lui un portrait de Baruch Goldstein, un médecin israélien né aux États-Unis et militant du parti Kach, qui a assassiné 29



fidèles musulmans à Hébron en 1994. Ce n'est qu'en 2020, alors qu'il cherchait à acquérir une plus grande légitimité politique, qu'il a retiré ce portrait.

Ben-Gvir a fait des études de droit et s'est ensuite fait connaître pour avoir défendu des juifs ultranationalistes accusés de crimes de haine et d'attentats terroristes contre des Palestiniens. Il a lui-même à son actif au moins huit condamnations pénales, notamment pour incitation à la haine raciale et soutien à une organisation terroriste – Kach.

Netanyahu avait besoin de Ben-Gvir pour revenir au pouvoir

C'est uniquement grâce à ce bilan personnel que Ben-Gvir est devenu membre du gouvernement, car Netanyahu avait besoin de lui pour revenir au pouvoir. Avant les élections de 2022, Netanyahu s'était employé à réunir Ben-Gvir et Smotrich afin que leurs voix ne soient pas perdues en raison du seuil électoral de 3,25 % requis pour obtenir des sièges à la Knesset. Leur liste commune avec Noam a remporté quatorze sièges, ce qui a aidé le bloc de Netanyahu à s'assurer une majorité parlementaire et à former un gouvernement. Pour Ben-Gvir, cela signifiait une légitimité au cœur du pouvoir.

Netanyahu a ensuite nommé Ben-Gvir au poste de ministre de la Sécurité nationale, et la Knesset a adopté la loi dite « Ben-Gvir », qui élargissait ses pouvoirs sur la police. Ben-Gvir a fait valoir que la politique en matière de police devait être définie par des élus, tandis que ses détracteurs lui ont reproché d'abuser de la police à des fins politiques et de s'ingérer dans les nominations à des postes de direction, les enquêtes et les opérations policières.

Lors de manifestations opposées au gouvernement, Ben-Gvir se rendait parfois dans les postes de commandement de la police et exhortait les commandants à procéder à davantage d'arrestations et à prendre des mesures plus sévères ; il encourageait également l'utilisation illégale de grenades à choc électrique contre les manifestants qui s'opposaient aux réformes judiciaires du gouvernement.

En janvier 2024, la Cour suprême d'Israël lui a interdit de donner des consignes opérationnelles concernant certaines manifestations. Un an plus tard, cette même cour a confirmé son pouvoir de définir la politique générale de la police, mais a



reporté cette disposition à 2025, ce qui a conduit les dirigeants arabes à accuser la police, placée sous son autorité, de négliger leurs communautés.

Ben-Gvir a fait de l'inversion des conditions de détention des prisonniers palestiniens un cheval de bataille politique et se vante d'avoir réduit leur traitement au « minimum légal ». Il a maintenu cette politique même après que la Cour suprême a critiqué le fait qu', les détenus ne recevaient pas suffisamment de nourriture.

Il a également transformé ses visites en prison en véritables spectacles politiques et a publié des images de lui-même en train d'interpeller Marwan Barghouti – un terroriste condamné qui purge cinq peines d'emprisonnement à perpétuité et qui est pourtant devenu une cause célèbre pour une partie de la gauche radicale occidentale – dans sa cellule. Ben-Gvir s'est ensuite engagé en faveur d'une loi imposant la peine de mort aux Palestiniens condamnés par des tribunaux militaires de Cisjordanie pour des attentats terroristes meurtriers, et a célébré son adoption avec un gâteau d'anniversaire orné d'un nœud coulant.

Démission temporaire en signe de protestation contre l'accord sur les otages

Lorsque Netanyahu a accepté, en janvier 2025, un accord de libération d'otages avec l'organisation terroriste Hamas à Gaza ainsi qu'un cessez-le-feu, Ben-Gvir a démissionné du gouvernement et a qualifié cet accord de « victoire du terrorisme », qui laissait le Hamas invaincu. Deux mois plus tard, il est revenu au gouvernement après qu'Israël eut repris des opérations militaires de grande envergure à Gaza. En octobre, il a également rejeté l'accord négocié par Trump, qui prévoyait la restitution des 48 otages israéliens restants – vivants ou décédés – en échange de terroristes palestiniens condamnés et d'autres prisonniers.

Le Mont du Temple à Jérusalem est au cœur du programme de Ben-Gvir. En vertu du statu quo en vigueur depuis de nombreuses années, les Juifs sont autorisés à y accéder, mais ne peuvent y prier officiellement. Les musulmans, quant à eux, y sont autorisés. Le Mont du Temple est géré par l'autorité islamique du Waqf, placée sous la tutelle jordanienne. On peut sans aucun doute critiquer cette inégalité de traitement entre Juifs et musulmans. Mais pour M. Ben-Gvir, il ne s'agit pas seulement d'une question de liberté de culte, mais d'une [lutte](#) pour la souveraineté



israélienne sur le Mont du Temple.

Ben-Gvir a donc prié ouvertement sur le site et s'est engagé en faveur de la construction d'une synagogue. Sous son mandat, la police a de plus en plus toléré les prières juives en public, les offices collectifs et les cours publics sur la Torah, ce qui a accéléré l'érosion progressive des restrictions, qui avait déjà commencé avant son mandat. Bien que des changements aient été documentés, M. Netanyahu affirme que le statu quo reste inchangé. Mais les agissements de Ben-Gvir confèrent de la crédibilité aux affirmations arabes selon lesquelles « Al-Aqsa est menacée » et augmentent le risque d'un conflit de plus grande ampleur sur l'un des sites religieux les plus sensibles au monde.

Ben-Gvir soutient également la réforme judiciaire, qui vise à limiter le pouvoir de la Cour suprême vis-à-vis du gouvernement. En effet, les tribunaux, les procureurs et le procureur général ont entravé ses tentatives d'influencer la police. En réponse, Ben-Gvir les a accusés de « tentative de coup d'État ». Sa rhétorique reflète une conception de la démocratie axée sur la majorité, selon laquelle les élus incarnent la volonté du peuple et ceux qui la restreignent sont considérés comme illégitimes.

Ben-Gvir tire profit des confrontations, mais ses provocations et ses agissements ont porté atteinte à la réputation internationale d'Israël. En juin 2025, plusieurs pays occidentaux l'ont sanctionné pour incitation à la violence contre les Palestiniens en Cisjordanie.

Ben-Gvir pourrait redevenir un « faiseur de rois »

Ben-Gvir aborde les élections législatives du 27 octobre en position de force : selon les sondages, son parti, Otzma Yehudit, devrait remporter environ neuf sièges à la Knesset. Sans lui, Benjamin Netanyahu n'aura donc aucune chance de redevenir Premier ministre. C'est pourquoi Ben-Gvir n'a pas cédé aux pressions de Netanyahu visant à former à nouveau une alliance avec les autres partis d'extrême droite. Il estime pouvoir dominer la droite religieuse même sans son collègue de gouvernement Bezalel Smotrich, des Sionistes religieux (HaTzionut HaDatit).

Si M. Netanyahu perd les élections, le mandat de M. Ben-Gvir en tant que ministre devrait prendre fin. Le rival de M. Netanyahu, Naftali Bennett, avait certes déclaré dans un premier temps qu'il ne « boycottait » pas M. Ben-Gvir. Mais il a ensuite précisé que M. Ben-Gvir n'aurait pas sa place dans un gouvernement qu'il dirigerait.



Itamar Ben-Gvir : de partisan du terrorisme à faiseur de rois

Portraits déjà publiés :

[Benjamin Netanyahu : de l'homme de l'ombre à la marionnette – mais pas encore vaincu – FokusIsrael](#)

[Bezalel Smotrich : d'un militant marginal à un homme politique influent au sein de la coalition – FokusIsrael](#)

[\[i\]](#) Jan Kapusnak est politologue et écrivain. Il vit à Tel-Aviv.